



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### ACQUISITION DE VÉHICULES NEUFS OU D'OCCASIONS

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

#### SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

(passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

**SAD N°2025-7100-16**

#### Objet de la consultation

Le présent système d'acquisition dynamique a pour objet l'acquisition de véhicules neufs ou d'occasions.

#### Pouvoir adjudicateur

L'Acheteur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS.

Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 – 97 300 Cayenne.  
Tél : 05-94-25-53-70

#### Personne signataire du SAD

La personne signataire du marché est Monsieur François KORYSKO, Directeur Territorial Guyane de l'Office National des Forêts.

<b>SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE .....</b>	<b>1</b>
<b>(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES R.2162-37 A R.2162-51 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE) ...</b>	<b>1</b>
<b>1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI .....	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES) .....	4
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	4
<b>2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE .....</b>	<b>5</b>
2.1. OBJET DE LA CONSULTATION .....	5
2.2. PROCEDURE .....	5
2.3. CLASSIFICATION CPV .....	5
<b>3. CARACTERISTIQUES DU SAD .....</b>	<b>6</b>
3.1. LIEU D'EXECUTION .....	6
3.2. CATEGORIES D'ACHATS .....	6
3.3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	6
3.4. CLAUSE D'EXCLUSIVITE.....	6
3.5. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SPECIFIQUES .....	6
<b>4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE.....</b>	<b>6</b>
<b>5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU SAD.....</b>	<b>7</b>
5.1. EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES PAR MARCHES SPECIFIQUES.....	7
<b>5.1.1. DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX MARCHES SPECIFIQUES .....</b>	<b>7</b>
<b>5.1.2. TERMES NON COUVERTS PAR LE CCAP .....</b>	<b>7</b>
<b>5.1.3. FORME DES MARCHES SPECIFIQUES .....</b>	<b>7</b>
<b>5.1.4. DUREE - DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES .....</b>	<b>7</b>
<b>5.1.5. MODALITES DE CONCLUSION DES MARCHES SPECIFIQUES.....</b>	<b>7</b>
<b>5.1.6. MODIFICATIONS DES MARCHES SPECIFIQUES .....</b>	<b>8</b>
5.2. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS .....	8
<b>6. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>8</b>
6.1. UNITE MONETAIRE .....	8
6.2. FORME ET CONTENU DES PRIX .....	8
<b>6.2.1. NATURE DES PRIX.....</b>	<b>8</b>
<b>6.2.2. CONTENU DES PRIX .....</b>	<b>8</b>
6.3. VARIATION DES PRIX .....	9
<b>6.3.1. REVISION DES PRIX.....</b>	<b>9</b>
6.4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT .....	9

6.4.1.	AVANCE .....	9
6.4.2.	ACOMPTES .....	9
6.4.3.	RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT .....	9
6.4.4.	FACTURATION .....	9
6.4.5.	TRANSMISSION DES FACTURES .....	10
6.4.6.	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	10
6.4.7.	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	11
6.4.8.	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE .....	12
7.	PENALITES .....	12
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE .....	12
7.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF .....	13
7.3.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE .....	13
8.	DROIT, LANGUE .....	13
9.	ASSURANCE .....	13
10.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	13
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS .....	13
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN .....	13
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES .....	14
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR .....	14
11.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	14
12.	DEROGATIONS AU CCAG FCS .....	14

## 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

L'Acheteur est l'Office national des forêts, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS et plus précisément la Direction Territoriale de Guyane – 541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 05-94-25-53-70

### 1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi

La personne habilitée en charge du suivi et de l'exécution du marché est Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats.

✉ : [quentin.bounan@onf.fr](mailto:quentin.bounan@onf.fr)

### 1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats, Service Affaires Générales 541 Route de Montabo, CS87002 - 97300 Cayenne ✉ [quentin.bounan@onf.fr](mailto:quentin.bounan@onf.fr)

### 1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée en charge du suivi et de l'exécution du marché est Monsieur Quentin BOUNAN, Responsable achats.

✉ : [quentin.bounan@onf.fr](mailto:quentin.bounan@onf.fr)

### 1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent comptable secondaire de l'Office national des forêts – Antilles Guyane – Office national des forêts - CS n° 11100 - 97207 Fort-De-France Cédex.

☎ : 05 96 60 70 70 - ✉ : [acs.dfa@onf.fr](mailto:acs.dfa@onf.fr)

## 2. CONTEXTE – OBJET - PROCEDURE

### 2.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'acquisition de véhicules neufs ou d'occasions pour les services de la Direction Territoriale de l'ONF en Guyane. Les catégories de véhicule que la DT Guyane souhaite acheter sont les suivants :

- Citadines ;
- Utilitaires ;
- SUV ;
- Pick-up ;
- Quad.

Ces véhicules ont vocation à être utilisés par les agents de l'ONF en Guyane pour la réalisation de leurs missions.

### 2.2. Procédure

Il s'agit d'un système d'acquisition dynamique (SAD).

Ce système permet de référencer des entreprises par le biais du dépôt d'une candidature dans le cadre du présent SAD. Les entreprises qui auront été agréées par l'acheteur pourront, jusqu'au 31/12/2035, être sollicitées pour déposer une offre sur un besoin défini dans l'une ou les catégories ci-dessous. Ces consultations déboucheront sur la passation de marchés spécifiques.

Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories.

Les candidatures seront examinées dans les conditions indiquées aux articles 6 et 7 du présent document. Un candidat peut n'être retenu que sur la ou les catégories sur la/lesquelles il s'est positionné.

Au fur et à mesure des besoins, les entreprises agréées seront consultées en fonction de la catégorie du bien à acheter.

Cette procédure de mise en concurrence débute par l'envoi d'une invitation à soumissionner à l'ensemble des candidats admis dans la catégorie concernée, accompagnée des documents particuliers du marché spécifique.

Le candidat dispose alors d'un délai d'au moins 10 jours pour transmettre son offre à l'acheteur. Ce délai sera précisé dans l'invitation à soumissionner.

### 2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

34100000-8	Véhicules à moteur
34110000-1	Voitures particulières
34113000-2	Véhicules à quatre roues motrices
34113200-4	Véhicules tout terrain

### 3. CARACTERISTIQUES DU SAD

#### 3.1. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est le territoire de la Guyane.

#### 3.2. Catégories d'achats

CATÉGORIE 1 :	Acquisition de citadines neuves ou d'occasions
CATÉGORIE 2 :	Acquisition d'utilitaires neufs ou d'occasions
CATÉGORIE 3 :	Acquisition de pick-up neufs ou d'occasions
CATÉGORIE 4 :	Acquisition de SUV neufs ou d'occasions
CATÉGORIE 5 :	Acquisition de quad neuf ou d'occasions

#### 3.3. Durée et délais d'exécution

Le système d'acquisition dynamique est ouvert jusqu'au 01/12/2035. Les entreprises pourront déposer leurs candidatures jusqu'à cette date.

L'Acheteur pourra lancer des consultations en vue de la passation d'un marché spécifique dans le cadre du présent SAD pourront l'être jusqu'au 31 décembre 2035.

Chaque marché spécifique a sa propre durée de validité et d'exécution.

L'exécution d'un marché spécifique pourra se poursuivre jusqu'à un an après la fin du SAD.

L'Acheteur pourra prolonger la durée du présent SAD. Le cas échéant les opérateurs seront informés par la publication d'un avis modificatif et un mail via la plateforme PLACE.

#### 3.4. Clause d'exclusivité

Sans objet.

#### 3.5. Modalités d'attribution des marchés spécifiques

Les attributaires du SAD seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché spécifique. Les titulaires du SAD s'engagent à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'ils seront sollicités pour les marchés spécifiques.

Les critères retenus pour sélectionner l'offre la mieux-disante des marchés spécifiques sera préciser dans les documents de consultation des marchés spécifiques.

L'Acheteur attribuera chaque marché spécifique au candidat ayant formulé l'offre la mieux-disante. En cas d'absence répétée d'offres ou en cas d'offres irrégulières répétées, le SAD pourra être résilié à l'égard du titulaire fautif. Les absences de réponse doivent être dûment justifiées. Trois absences successifs non justifiées ou insuffisamment justifiées pourront entraîner une résiliation du SAD à l'égard du titulaire.

### 4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ SPÉCIFIQUE

Les documents contractuels constitutifs du marché spécifique sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement du marché spécifique ;
- Le document de consultation des entreprises et ses potentiels annexes
- L'annexe financière (DPGF, BPU, ou devis libre) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) du SAD ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de FCS dans sa version la plus récente ;

## **5. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU SAD**

### **5.1. Exécution par remise en concurrence des titulaires par marchés spécifiques**

#### **5.1.1. Dispositions générales relatives aux marchés spécifiques**

Les marchés spécifiques sont attribués pendant la durée de validité du SAD.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est laissée au libre choix du pouvoir adjudicateur qui pourra en tant que de besoin la mettre en œuvre.

#### **5.1.2. Termes non couverts par le CCAP**

Les éléments techniques des marchés spécifiques seront précisés dans le document de consultation des entreprises du marché spécifiques qui sera envoyé à tous les attributaires.

Les éléments administratifs des marchés spécifiques sont précisés dans le présent CCAP. Si l'Acheteur souhaite déroger à certains des éléments du CCAP il devra l'indiquer de manière explicite dans le document de consultation des entreprises du marché spécifique.

#### **5.1.3. Forme des marchés spécifiques**

Les marchés spécifiques pourront au choix être ponctuels ou à bons de commande.

#### **5.1.4. Durée - délais d'exécution des marchés spécifiques**

a) Durée des marchés spécifiques

La durée de chaque marché spécifique sera indiquée dans le marché spécifique concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés spécifiques

Si le marché spécifique correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché spécifique court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché spécifique correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés spécifiques

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'Acheteur prolonge le délai d'exécution.

#### **5.1.5. Modalités de conclusion des marchés spécifiques**

a) Engagement de la consultation

Dès la survenance du besoin, l'Acheteur consultera tous les titulaires de la catégorie concernée du SAD via la plateforme de dématérialisation PLACE en fonction de l'adresse de messagerie électronique mentionné lors de la candidature du titulaire.

L'Acheteur mettra à disposition un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché spécifique, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché spécifique, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent SAD et celles particulières à chaque marché spécifique, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

L'Acheteur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Critères d'attribution des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique précisera ses propres critères d'attribution.

c) Formalisme et attribution des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire notifié par l'Acheteur ; et, le cas échéant, d'autres documents qui seront spécifiés dans l'acte d'engagement du marché (document descriptif des travaux ou prestations, mémoire technique, planning prévisionnel d'exécution, DPGF...).

Seuls les marchés spécifiques signés par l'Acheteur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

#### **5.1.6. Modifications des marchés spécifiques**

Un marché spécifique peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, préférentiellement par ordre de service ou avenant, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché spécifique n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **5.2. Modalités de réception des prestations**

Les opérations de réception, d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues dans le CCAG FCS et expliquées dans son chapitre 5.

## **6. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **6.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire du SAD est l'euro.

### **6.2. Forme et contenu des prix**

Les prix sont définitifs et actualisables dans les cas suivants :

- Marchés spécifiques ponctuels.

Les prix sont révisables dans les cas suivants (voir 6-3 Variation des prix) :

- Marché spécifique à bons de commande.

#### **6.2.1. Nature des prix**

Les prix sont unitaires dans les cas suivants :

- Marché spécifique à bons de commande.

Les prix sont forfaitaires dans le cas d'un marché spécifique à prix forfaitaire.

#### **6.2.2. Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.



Les prix sont unitaires ou forfaitaires et sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### **6.3. Variation des prix**

#### **6.3.1. Révision des prix**

La formule suivante est utilisée pour l'actualisation et la révision des prix des marchés spécifiques.

La révision des prix des marchés spécifiques à bons de commande intervient une première fois à date anniversaire (N+1) de l'attribution du marché spécifique en question. L'actualisation des marchés spécifiques s'effectue selon l'article R.2112-11 du Code de la Commande Publique.

La formule est la suivante :

$$P = Po * [0,5 + (I/Io) * 0,5]$$

P : Prix hors taxe révisé à l'année n

Po : Prix antérieur à la révision

I : Dernier indice définitif au moment de la révision

Io : Dernier indice définitif au moment de la construction du prix (date de dépôt de l'offre ou dernier indice définitif au moment de la précédente révision)

Indice utilisé pour la révision : Indice des prix à la consommation en Guyane – Autres produits manufacturés : [Statistiques et études | Insee](#)

La valeur des indices est arrondie au centième supérieure.

### **6.4. Modalités essentielles de paiement**

#### **6.4.1. Avance**

Une avance forfaitaire pourra être versée conformément aux articles R.2191-3 à 19 et R.2193-17 à 21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera effectué conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-19.

#### **6.4.2. Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations et travaux à laquelle il se rapporte. Le solde de chaque commande ou marché spécifique sera versé après une complète exécution.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché spécifique, notamment du montant des pénalités. Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

#### **6.4.3. Retenue de garantie – Cautionnement**

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les décomptes.

Aucun cautionnement n'est exigé.

#### **6.4.4. Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après à l'article 6.4.5.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : Agence Comptable Secondaire Antilles-Guyane
- Numéro de facture
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du marché spécifique (le numéro est précisé dans chaque marché spécifique) : 2025-7100-16
- le numéro d'engagement du bon de commande, numéro 4700#### ou 4500####
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

#### **6.4.5. Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

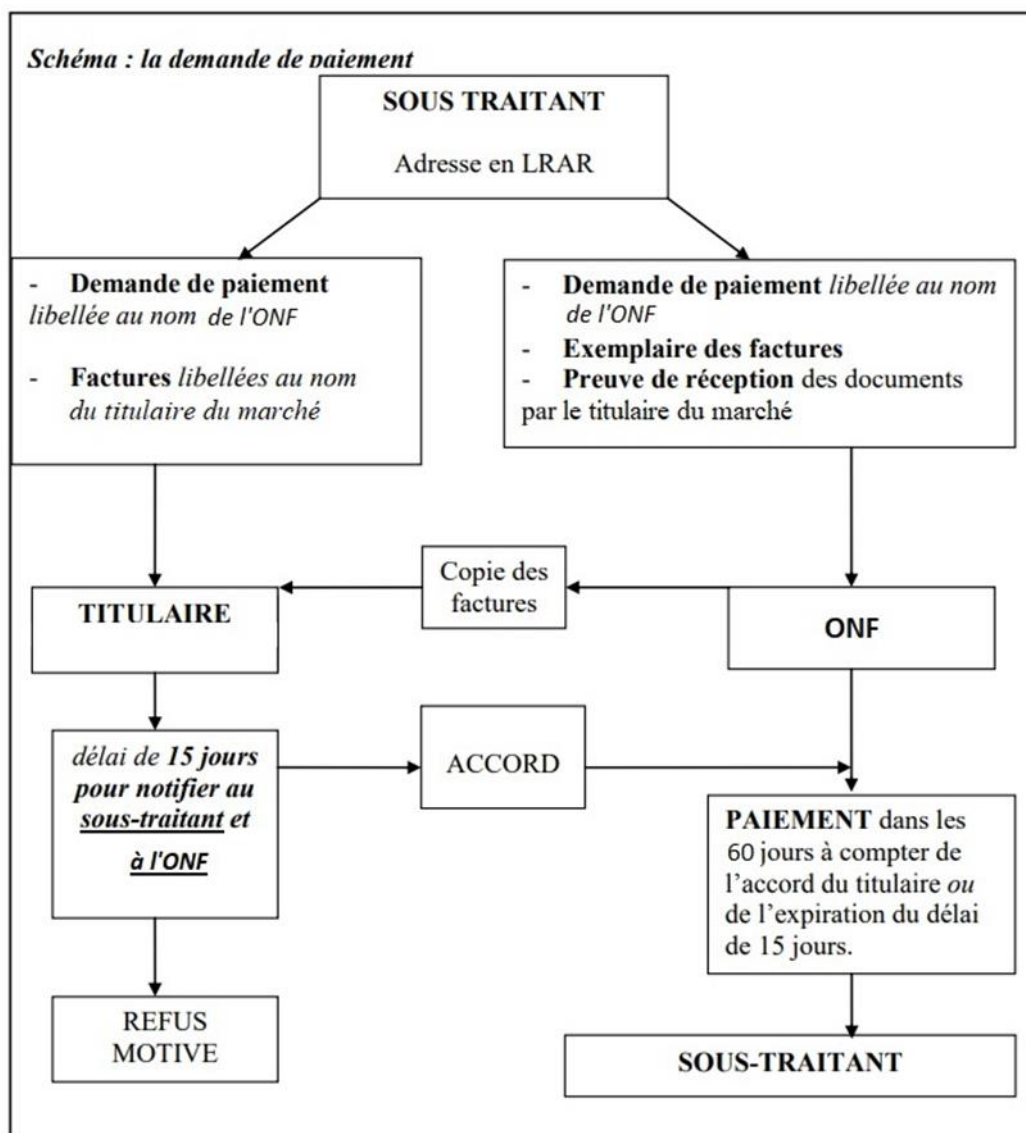
- Numéro du marché spécifique (le numéro est précisé dans chaque marché spécifique) : n° 2025-7100-16
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXXX.
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116 00 497
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### **6.4.6. Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de la commande joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant envoie sa demande de paiement selon les modalités exposées au 7.4.4. Facturation ci-dessus.



(Les documents peuvent être envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail).

Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2192-5, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

#### 6.4.7. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché spécifique sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum pour les marchés de service forestier et à 60 jours maximum pour les autres marchés.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans les documents contractuels n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **6.4.8. Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### **7. PENALITES**

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux CCAG FCS.

En dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le montant maximum des pénalités est fixé à 20% du montant total du bon de commande ou du marché spécifique.

L'ONF se réserve le droit d'appliquer également les pénalités suivantes :

CATÉGORIE	MONTANT € HT	APPLICATION
Retard dans le délai fixé pour l'exécution des prestations	80 €	par jour calendaire

#### **7.1. Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de la commande.

## **7.2. Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

## **7.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de la commande.

## **8. DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## **9. ASSURANCE**

Les titulaires des accords-cadres doivent avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché spécifique, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché spécifique.

Les titulaires s'engagent à souscrire une assurance suffisante et doivent produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **10.1. Travailleurs étrangers**

Les titulaires de marché spécifique fournissent la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **10.2. Travail clandestin**

Les titulaires doivent remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché spécifique, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Les titulaires de marché spécifique s'engagent sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **10.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, les titulaires sont tenus de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché spécifique, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Afin de s'assurer de la bonne gestion des obligations légales et de conformité des titulaires, les documents seront à enregistrer sur la plateforme B2B nommée ACTRADIS : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

L'inscription et l'utilisation du service ACTRADIS est obligatoire pour l'exécution des marchés spécifiques. Les titulaires devront s'y conformer dans les 6 mois qui suivent la notification des marchés spécifiques, sous peine de pénalité.

## **11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

L'ONF s'est engagé, dans le cadre de la gestion durable des forêts, dans une politique environnementale impliquant le respect de mesures destinées à réduire les impacts significatifs des activités sur l'environnement.

En conséquence, l'ONF attend de tous ses cocontractants – acheteurs, fournisseurs, titulaires de services..., qu'ils apportent une attention soutenue aux stipulations des cahiers des charges et aux clauses particulières intégrant des mesures de protection de l'environnement. Le co-contractant reconnaît être parfaitement informé de cette exigence de l'ONF et s'engage à en informer ses salariés, fournisseurs et titulaires et sous-traitants divers susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de son contrat principal le liant à l'ONF.

## **12. DEROGATIONS AU CCAG FCS**

Le présent document déroge au CCAG FCS sur les articles :

- 14 du CCAG FCS (pénalité) ;
- 10 du CCGA FCS (actualisation).